

Le Zimbabwe Exiles Forum : militer pour la liberté dans la mère patrie



Gabriel Shumba

2007-01

Par Patrick Kavanagh

Le Zimbabwe postcolonial tire son nom du Grand Zimbabwe, une cité d'Afrique australe composée de bâtiments en pierre, ayant atteint son apogée entre les XI^e et XV^e siècles. Bien que le Grand Zimbabwe soit le monument national du pays, il reste qu'aujourd'hui, ces structures saisissantes sont en ruine. D'aucuns craignent que ce soit là le sort qui attend le Zimbabwe moderne, étant donné le déclin prononcé qu'a connu, au cours des dernières années, ce pays naguère dynamique.

Pas de logement, pas de travail, pas de justice

Il n'y a pas très longtemps, le Zimbabwe était le « grenier de l'Afrique ». Aujourd'hui, son économie en perte de vitesse est accablée par une hyperinflation et des pénuries périodiques de devises étrangères, de combustibles, d'aliments et d'autres denrées de base. L'investissement étranger direct s'est volatilisé. Selon l'Organisation mondiale de la santé, l'espérance de vie des femmes – 33 ans – est parmi les plus faibles au monde. Le pays affiche l'un des plus hauts taux d'infection au VIH/sida de la planète. Le chômage, la faim et la pauvreté y sont endémiques.

Certains observateurs attribuent cette urgence économique à une culture de corruption généralisée. D'après cette analyse, les élites militaire, politique et bureaucratique du pays ont détourné les instruments de l'État au profit de leurs propres petits intérêts. D'autres observateurs, par ailleurs, pointent du doigt les rigoureuses politiques du président du Zimbabwe, Robert Mugabe.

Selon Amnesty International, Human Rights Watch et d'autres groupes de surveillance, on use systématiquement de répression et de torture contre les critiques du parti au pouvoir, la Zimbabwe African National Union–Patriotic Front (la ZANU–PF, Union nationale africaine du Zimbabwe–Front patriotique), et particulièrement contre les partisans du principal parti d'opposition, le Movement for Democratic Change (MDC). En 2005, dans un geste d'une inhumanité stupéfiante, appelé opération Murambatsvina (« restaurer l'ordre », selon la traduction officielle, mais terme qui signifie « nettoyer les ordures » en langue shona), le gouvernement a rasé les maisons de centaines de milliers de citoyens démunis – dont la plupart étaient probablement des partisans du MDC. Le rapport 2006 d'Amnesty International résume ainsi leur détresse depuis lors : « pas de logement, pas de travail, pas de justice ».

Le gouvernement du Zimbabwe n'a eu de cesse de nier de telles allégations de violation des droits de la personne et a attribué la crise économique à une sécheresse prolongée et aux machinations des « impérialistes occidentaux ». Des observateurs indépendants, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, n'accordent que peu de crédit à ce point de vue, qu'ils rejettent à titre d'invention pure et simple et de propagande.

Les exilés exigent une réforme

Malgré toute l'hostilité du gouvernement, des personnes courageuses continuent de défendre la dignité et les droits de la population du Zimbabwe. À Pretoria, en Afrique du Sud, des avocats déplacés ont formé, en 2003, le Zimbabwe Exiles Forum (ZEF) pour lutter en faveur du changement politique dans leur mère patrie.

Droits et démocratie a récemment parrainé une tournée de représentants du ZEF dans différentes villes canadiennes. Le directeur général du ZEF, Gabriel Shumba, et Marilyn Tudor, avocate et militante des droits de la personne, se sont arrêtés au CRDI, à Ottawa, pour expliquer leur travail.

Quête de justice

Le ZEF a pour mission de combattre l'impunité et de permettre aux victimes de violations des droits de la personne au Zimbabwe, particulièrement les victimes exilées, de recevoir un traitement juste et digne. L'organisme croit en l'action concrète; il concentre ses activités sur la recherche juridique et sur la documentation des violations.

Les militants du ZEF ont interviewé le plus grand nombre possible des milliers de réfugiés zimbabwéens qui fuient chaque jour vers l'Afrique du Sud, le Botswana et d'autres pays. Droits et démocratie a aidé à former ces intervieweurs, en mettant l'accent sur la sensibilisation aux disparités entre les sexes. Le ZEF consigne les témoignages dans des dossiers utilisés à des fins de plaidoyer et de lobbying, ainsi que dans le cadre des poursuites intentées contre les contrevenants.

Il va sans dire que ces poursuites ne peuvent être intentées qu'à l'extérieur du Zimbabwe. M. Shumba affirme que son groupe doit se tourner vers l'étranger parce que le climat d'intimidation porte atteinte au système judiciaire du Zimbabwe. Certaines des causes du ZEF ont déjà été portées devant la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples ou ont été renvoyées au rapporteur spécial de l'ONU sur la torture.

Appel en faveur de mesures audacieuses

La démarche du ZEF consiste entre autres à exercer des pressions sur des pays tels que le Canada, où la loi permet de poursuivre les auteurs de crimes graves, peu importe le lieu où l'infraction a été commise. M. Shumba indique que le ZEF est au Canada pour convaincre le gouvernement canadien de se prononcer contre les violations des droits de la personne au Zimbabwe et d'user de son influence auprès du Conseil de sécurité, des pays de première ligne (par l'entremise du Commonwealth), de la Cour pénale internationale et même de la Chine, qui est un important partenaire commercial tant du Canada que du Zimbabwe. Le ZEF veut aussi que le Canada se prévale de sa législation sur les crimes contre l'humanité pour traduire en justice les Zimbabwéens auteurs de ces crimes.

Gabriel Shumba a des raisons personnelles de faire preuve d'optimisme face à cette dernière approche. Il a lui-même été sauvagement torturé par des agents de l'État en 2003 et a fui le Zimbabwe lorsqu'il a commencé à craindre pour la sécurité de sa jeune famille. En 2004, le militant britannique Peter Tatchell a fait connaître la cause de M. Shumba, lorsqu'il a demandé aux

tribunaux britanniques de chercher à faire arrêter et extraditer Robert Mugabe en l'accusant de torture. Cette campagne audacieuse a sensibilisé le monde entier à l'urgence de la situation des droits de la personne au Zimbabwe.

Crocodiles et cavernes

Outre son travail de recherche et de plaider, le ZEF offre une aide pratique aux innombrables réfugiés zimbabwéens, par exemple en leur prodiguant des conseils sur les demandes d'asile dans les pays d'accueil. M. Shumba oppose une critique cinglante au traitement infligé par ces pays à ses compatriotes exilés. À son avis, la situation des réfugiés en Afrique du Sud est lamentable. Le gouvernement n'offre aucun soutien humanitaire. On dit que certaines personnes ont été dévorées par des crocodiles en essayant de passer en Afrique du Sud à la nage. Pendant ce temps, au Botswana, certains réfugiés zimbabwéens vivaient dans des cavernes.

Cette volonté désespérée de prendre des risques et d'endurer la misère est le fruit non seulement de la répression politique, mais aussi des conditions sociales épouvantables qui existent au Zimbabwe. Marilyn Tudor donne des précisions sordides : des centaines de milliers de personnes déplacées et sans abri, notamment des femmes et des enfants, dont beaucoup vivent entassées, sans eau potable ou dans des conditions d'hygiène épouvantables, privées d'écoles, de cliniques et d'hôpitaux; des taux de mortalité maternelle et infantile effrayants; un niveau horrifant de VIH/sida pendant que des fonctionnaires corrompus retiennent des médicaments d'une importance vitale; et ainsi de suite.

Moyens de survie

Les femmes ont particulièrement souffert de la répression du blanchiment d'argent par le gouvernement, campagne qui a eu pour effet de criminaliser l'économie informelle naissante. Une nouvelle opération, Operation Sunrise, donne à de jeunes hommes de main de la ZANU-PF le pouvoir de dérober aux gens leurs devises étrangères. Ces hommes ont ciblé les vendeurs de légumes et d'autres vendeurs ambulants qui passent fréquemment la frontière avec l'Afrique du Sud. Les femmes doivent franchir des barrages routiers et subir des fouilles à nu dégradantes; elles sont battues et détenues dans des prisons insalubres – parfois avec leurs enfants.

De plus, selon Mme Tudor, le gouvernement utilise la nourriture comme une arme. Sans carte de membre de la ZANU-PF, impossible d'avoir de la nourriture. Le gouvernement n'expédie pas d'aliments dans les régions contrôlées par le MDC. Pour obtenir de la nourriture ou des intrants agricoles tels que des engrais, certaines personnes adhèrent à la ZANU-PF même si elles n'appuient pas ce parti. C'est une simple question de survie, estime Mme Tudor.

Travailler en faveur de la transition

Vers la fin de leur séjour, les représentants du ZEF ont été déçus d'apprendre que le ministre de la Justice du Canada, Vic Toews, avait refusé leur demande, et que le Canada ne porterait pas d'accusations contre Robert Mugabe. À titre de chef d'État, M. Mugabe jouit d'une immunité contre de telles poursuites, a-t-il expliqué. Certains experts juridiques canadiens sont en désaccord avec le ministre Toews.

Cela dit, quelles sont, selon le ZEF, les perspectives du Zimbabwe ?

M. Shumba dit que l'élection présidentielle est prévue pour 2008 et que tout le monde craint que M. Mugabe ne modifie la constitution. Le président veut reporter le scrutin afin qu'il coïncide avec

les élections parlementaires de 2010. Cela pourrait lui permettre de demeurer au pouvoir durant deux années encore.

Pour ce qui est de l'opposition, M. Shumba fait remarquer que le MDC est actuellement en proie à des divisions internes. Mais si les élections étaient réellement libres et équitables, ce parti obtiendrait de bons résultats. Il ajoute que, tout comme lui, de nombreux partisans éventuels ont été chassés du pays et privés de leurs droits.

Le fait que M. Mugabe ait nommé non pas un, mais deux vice-présidents rend plus complexes les perspectives d'un changement pacifique et laisse entrevoir le spectre d'un chaos politique advenant une passation soudaine des pouvoirs. « Il s'agit là d'un mélange explosif! » dit M. Shumba avec un sourire mi-figue, mi-raisin. Si le Zimbabwe devait connaître un effondrement politique, un autre scénario veut que la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) envoie une force régionale pour aider le gouvernement de transition à organiser de nouvelles élections.

Tôt ou tard, évidemment, une transition surviendra, mais Gabriel Shumba soutient que les Zimbabwéens ne devraient pas se contenter d'attendre passivement. À son avis, tous doivent intervenir dès maintenant pour rétablir la démocratie dans la mère patrie.

Patrick Kavanagh est rédacteur à la Division des communications du CRDI.